



**Commentaires à l'article du Ministre de l'agriculture français
Julien Denormandie: "[Redéfinissons les règles du commerce international](#)"**

Jacques Berthelot (jacques.berthelot4@wanadoo.fr), 6 septembre 2021

Par Julien Denormandie

Publié le 03/10/2021 à 19:57, mis à jour le 03/10/2021 à 19:57

TRIBUNE - Il faut une nouvelle politique commerciale pour accélérer la transition écologique, plaident le ministre de l'Agriculture et deux de ses homologues européens, Luis Planas (ministre espagnol de la Pêche et de l'Alimentation) et Elisabeth Köstinger (ministre fédérale autrichienne de l'Agriculture, des Régions et du Tourisme).

Le commerce international s'appuie sur des théories économiques désuètes élaborées avant la première moitié du XXe siècle. Ces théories ont une faiblesse majeure : elles ne savent pas prendre en compte le caractère non renouvelable et vulnérable de certaines ressources. Elles ne tiennent pas compte des répercussions sur le climat et la biodiversité.

Il est pourtant certain qu'un avantage comparatif, cher à David Ricardo, ne devrait pas être fondé sur une "externalité négative", pour reprendre un terme économique, telle que la destruction de l'environnement. Si nous souhaitons accélérer notre action pour notre planète et notre climat, dans nos pays et partout dans le monde, nous avons besoin de redéfinir les règles du commerce international. Et c'est à l'Union européenne d'en fixer les règles à l'entrée de notre marché européen.

L'analyse publiée en août 2021 par le Centre commun de recherche de la Commission européenne est éclairante. Elle prouve que la politique commerciale est essentielle pour atteindre les objectifs du "pacte vert" européen.

Cette analyse montre en effet que ces objectifs ne pourront pas être réalisés uniquement via le prisme des politiques publiques internes à l'Union européenne, telles que la PAC, sans prendre en compte que nous vivons dans un monde ouvert. Sinon, cela aboutirait à une augmentation des prix de nos produits, une décroissance de notre production et une augmentation de nos importations. Cela pourrait également revenir à importer une large partie de nos réductions d'émissions de gaz à effet de serre, et être responsables de déforestation.

Pour répondre à ce défi, nous appelons de nos vœux à la consolidation d'une volonté politique européenne claire. En tant que ministres européens de l'agriculture et de l'alimentation, nous sommes convaincus que nous devons agir.

Certes le défi est d'accélérer la transition écologique à l'intérieur des frontières européennes, ce que nous faisons. Mais, pour qu'une telle transition soit couronnée de succès, l'engagement de l'Union européenne ne peut pas rester isolé du reste du monde. Le perpétuel relèvement des standards de production agricole en Europe, sans prendre en considération les enjeux environnementaux dans les produits agricoles importés, remet en cause l'efficacité même de ses politiques.

Une telle incohérence doit être toujours combattue dans une Union européenne qui cherche à

montrer le chemin par l'exemple. La politique commerciale européenne devrait davantage encourager une réduction mondiale des émissions de gaz à effet de serre et combattre la déforestation.

Pour répondre à ce défi, nous appelons de nos vœux à la consolidation d'une volonté politique européenne claire. En tant que ministres européens de l'agriculture et de l'alimentation, nous sommes convaincus que nous devons agir. Et nous l'avons fait à travers la réforme de la PAC.

Nous devons toutefois aller encore plus loin et nous assurer que la politique commerciale européenne tienne davantage compte, de façon adéquate, des produits agricoles et agroalimentaires par l'inclusion de conditionnalités tarifaires à l'import plus ambitieuses. Il s'agit là de préserver notre planète, mais également notre souveraineté alimentaire.

Les "mesures miroirs" représentent un outil pour assurer le respect par les produits importés de nos standards de production. Cet outil n'est pas nouveau : nous l'avons déjà utilisé pour interdire les importations de bœuf aux hormones dans l'Union européenne et nous l'utiliserons bientôt dans le cadre de l'utilisation des antibiotiques comme facteurs de croissance sur le bétail, déjà interdits en Europe depuis plus de dix ans.

Il est désormais temps qu'un consensus européen émerge et porte une attention particulière à ces "mesures miroirs", car personne ne peut comprendre qu'aujourd'hui entrent sur le marché européen des produits qui n'ont pas été fabriqués avec les mêmes normes de protection de l'environnement et du climat.

Cela implique de refonder la pensée économique mondiale. Nous nous y attelons avec conviction et détermination pour contribuer à définir les nouvelles règles du jeu du commerce international du XXI^e siècle.

Commentaires

Tout cela est bel et bon mais pourquoi cette préoccupation écologique de Julien Denormandie ne prend-t-elle en compte que la moitié du commerce international agricole de l'UE – celle portant sur ses importations – comme si les exportations agricoles de l'UE n'avaient pas d'impact négatif sur le climat et la biodiversité dans les pays importateurs, voire dans l'UE elle-même ! Ainsi le ministre semble ignorer l'effet boomerang sur l'UE de ses [exportations de pesticides interdits dans l'UE](#) : *"En 2018, ce sont plus de 80 000 tonnes de ces produits qui ont passé les frontières de l'UE, direction le Brésil, l'Ukraine, le Maroc ou encore les États-Unis. Comble du paradoxe : ce sont ces mêmes pays qui exportent le plus de produits alimentaires vers l'Europe !"*. Cela vaut aussi pour [une vingtaine de pays africains, dont le Sénégal](#).

Surtout l'impact négatif de nos exportations agro-alimentaires est considérable, notamment dans les pays d'Afrique, en particulier subsaharienne, où le dumping massif des exportations alimentaires de l'UE – couplé à la faiblesse des droits de douane sur leurs importations imposés par la France au début des années 2000 avec le tarif extérieur commun (TEC) de l'UEMOA, étendu ensuite au TEC de la CEDEAO (voir [Les manipulations de la Commission européenne sur les Accords de Partenariat Economique intérimaires de Côte d'Ivoire et du Ghana](#)), puis à la réduction des droits de douane des pays ayant mis en œuvre des APE ([Accords de partenariat économique](#)) sur 80% de leurs importations venant de l'UE, et enfin à la future réduction de 90% des droits de douane dans les échanges intra-africains avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui profitera beaucoup aux multinationales agroalimentaires

de l'UE très présentes en ASS – a eu pour effet de ruiner les paysans africains dont les produits vivriers (céréales locales, racines et tubercules, plantains, produits laitiers) ont perdu énormément de compétitivité face aux produits alimentaires importés subventionnés. D'où l'explosion de la consommation de pain (pâtes alimentaires et coucous) en Afrique de l'Ouest au taux voisin de 6% par an, dû à la fois à la forte hausse de la population et de la consommation par tête. La paupérisation des paysans et éleveurs, représentant les 2/3 de la population, les a obligés à détruire leur environnement : forte baisse de la durée des jachères, surpâturage du bétail, déforestation accélérée pour étendre les cultures – notamment de [cacao en Côte d'Ivoire, Ghana et Nigéria](#) –, produire du charbon de bois...

Il ne suffit donc pas de promouvoir des "conditionnalités tarifaires à l'import plus ambitieuses" en oubliant des "conditionnalités tarifaires à l'export plus ambitieuses" c'est-à-dire, comme le préconise la Plateforme pour une autre PAC, d'imposer le [remboursement des subventions perçues sur les produits alimentaires exportés](#)".

Quant à l'objectif de "préserver notre souveraineté alimentaire", il y a fort à faire puisque les [échanges agricoles et alimentaires de l'UE et de la France](#) sont fortement déficitaires compte tenu de l'importance des excédents de boissons que l'on ne peut considérer comme des produits alimentaires de base pouvant nourrir les citoyens de l'UE eux-mêmes ! Ainsi la France a eu un déficit moyen de ses échanges agro-alimentaires extra+intra UE28 de 5 Md€ (4,950 Md€ précisément) de 2016 à 2019 si, au solde des échanges agricoles on ajoute le solde des échanges de poissons et préparations (qui ne sont pas des produits agricoles au sens de l'OMC) et on soustrait celui des boissons. Et compte tenu de l'excédent réalisé sur les pays développés, le déficit avec les PED a été de 6 Md€ (5,956 Md€ précisément). Quant au déficit agroalimentaire de l'UE28 il est encore plus accablant : sans les boissons dont l'excédent a atteint 26,7 Md€ en 2019, l'excédent "agricole" de l'UE28 n'a été que de 3,6 Md€, après un déficit de 5 Md€ en 2018 et, si l'on ajoute le déficit en poissons, l'UE28 a eu un déficit net "agro-alimentaire" de 17,1 Md€ en 2019 (une amélioration de 8,4 Md€ par rapport au déficit de 25,5 Md€ en 2018). Et, compte tenu de l'excédent réalisé sur les pays développés, le déficit net agroalimentaire de l'UE28 sans poissons ni boissons avec les PED a été de 28,2 Md€ (33,5 Md€ en 2018, une amélioration de 5,4 Md€). Clairement l'UE28, dont la France, reçoit une aide alimentaire structurelle massive des PED.

Rappelons que le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avait déclaré le 6 décembre 2016, dans son [discours d'ouverture de la conférence sur les perspectives agricoles de l'UE](#) : *"Nous devons nous rappeler - mais qui se souvient ? - que jusqu'en 1964 l'Europe n'était pas encore autosuffisante en nourriture. Un pays, un continent qui ne peut pas s'autoalimenter, d'un point de vue géostratégique est un pays, voire un continent, en voie de perdition parce que dépendant de la volonté des autres... Avec l'entrée en vigueur de la politique agricole commune en 1962, l'Europe s'est donné les moyens d'acquérir son autonomie en matière de production alimentaire"*. Il faisait ainsi écho au [discours du 4 juin 2015 du Commissaire Hogan](#) lors de l'Exposition Universelle de Milan : *"Je sais que vous êtes tous très au courant des données-clés sur le présent et les défis futurs, avec quelque 795 millions de personnes dans le monde souffrant encore de la faim chronique... Aujourd'hui, je souhaite livrer le message clair et décisif que l'Union européenne reconnaît ses responsabilités mondiales et est prête à agir"*. [La Cour des comptes européenne a elle-même partagé cette assertion](#) en déclarant en mars 2018 que *"L'UE produit plus de nourriture qu'elle n'en consomme, et est devenue exportatrice alimentaire nette"*.

